

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

L'EUROPE DEVANT L'INVASION

Les invasions en Europe dans les deux derniers millénaires ont constitué la préoccupation majeure des historiens.

Le nombre des envahisseurs a été chaque fois assez réduit, mais la forme de l'invasion n'a pas été toujours la même: les incursions ont alterné avec l'occupation des territoires, avec les guerres et parfois avec des pénétrations lentes. Lorsque l'invasion se soldait par des batailles, le sort pouvait favoriser l'un ou l'autre des combattants.

Beaucoup d'invasions aboutirent à l'instauration de formations étatiques de modeste envergure, mais on connaît aussi la situation dans laquelle l'envahisseur a réussi à s'imposer à une grande province de l'Europe, en lui changeant le nom, la langue et le style de vie. L'exemple classique est fourni par la Grande Gaule, qui a été occupée et organisée par une petite tribu germanique, les Francs, dont les descendants habitent encore sur la rive du Main. Ils ont imposé à la Gaule leur nom, Frankenland ou Frankia, dénomination qui se maintient jusqu'à nos jours. Le mode de vie du peuple

celtique autochtone en Gaule et successivement romanisé, n'a pas beaucoup changé à la suite de l'invasion germanique.

Dans notre siècle, les Russies des Tzars d'autrefois ont été organisées sous la forme d'un Etat marxiste par un groupe de militants qui se sont proclamés coryphées du peuple et spécialement du prolétariat, sans avoir de mandat en ce sens et sans être portés au pouvoir par des élections. Une fois de plus on a vu que dans la plupart des cas le pouvoir *on le prend* et qu'on n'attend pas *qu'il soit donné!* Comme résultat les peuples sont gouvernés par une «minorité dominante». Après la prise du pouvoir par les bolcheviques, il a été créé la structure du nouvel Etat communiste soviétique, qui s'est proposé de réaliser «le rêve millénaire» des prolétaires: l'égalité entre les hommes, considérés comme des entités idéales, telles qu'elles n'existent pas dans la nature et dans la société. Voilà comment s'imposa le modèle soviétique, russe, de l'Etat communiste.

Après soixante-cinq ans, c'est-à-dire

plus de deux générations nées sous ce régime, les résultats sse sont démontrés désastreux: une faillite totale. Le bien-être et le bonheur du citoyen soviétique sont très loin de ceux des citoyens occidentaux, organisés d'après des modèles effectivement démocratiques, dans un système régi par l'économie de marché, le système néocapitaliste en permanente évolution vers le socialisme.

Récemment le chef du parti communiste espagnol, Santiago Carillo, a repoussé avec fermeté le modèle soviétique, en soutenant qu'il n'est pas exportable et applicable en Europe; il a donné de mauvais résultats dans le second et dans le troisième monde aussi, car là où on l'a instauré, après un certain temps il a été abandonné et les conseillers soviétiques ont été chassés.

En Pologne, nous assistons à un autre phénomène: les travailleurs abandonnent leur parti, qui devient ainsi le parti des bureaucrates ou plutôt des militaires. Afin qu'il puisse survivre on a dû proclamer *l'état de guerre*, avec toutes les conséquences qu'il comporte. Aujourd'hui, en Pologne, on ne parle plus de prisons et de détenus mais de camps de concentration et de prisonniers de guerre pris par l'armée nationale qui lutte contre le peuple dont elle est issue. Et ceci a lieu dans le but de maintenir au pouvoir un groupe d'activistes de parti, nantis de privilèges de toute sorte, des favoris du Kremlin qui ne représentent les intérêts ni du pays, ni du peuple. Les ouvriers élus comme dirigeants du syndicat national ont été arrêtés et considérés comme des prisonniers -mais pas des prisonniers politiques, mais des prisonniers de guerre, car l'opposition politique n'est pas tolérée et doit se transformer en activité de résistance et entrer dans la clandestinité.

La même situation pourrait se produire dans les autres pays devenus communistes grâce à l'emploi de la force et sur la base des décisions de Moscou et de Yalta. Raymond Aron a parfaitement raison: il faut échapper à la domination des accords de Yalta. Mais comment en sortir?

On pourrait le faire en dénonçant cet accord secret. Puisqu'il s'agit d'un accord secret, il ne peut pas être dénoncé publiquement et formellement. La solution serait donc d'entreprendre des actions contraires à cette entente qui a partagé le monde en zones d'influence (qui, pour les Soviétiques, sont en réalité des zones d'occupation) et

d'empêcher que les Russes interviennent directement - comme ils l'ont fait en Afghanistan - ou indirectement, comme en Pologne. Il faut trouver les moyens pour les punir, sans avoir recours à la guerre. Un premier pas positif en ce sens a été l'embargo institué par le président Ronald Reagan sur divers produits. L'OTAN devrait le suivre en adoptant la même stratégie et en poursuivant le même but. Une première réunion a eu lieu le 11 janvier 1982, qui a abouti à l'adoption d'un ultimatum adressé au régime militaire polonais - qui aujourd'hui représente en réalité la Russie et non pas la Pologne - et une seconde réunion s'est déroulée pour le 3 février. Si les mesures préconisées seront appliquées et amplifiées, l'Urss se trouvera dans une situation de plus en plus difficile. Combien de temps résistera-t-elle dans cette situation précaire? Combien de temps survivront encore des modèles étatiques et sociaux contraires à la volonté des peuples soumis et humiliés par le KGB et l'armée? On peut parler pour la Russie d'un état permanent de guerre, puisque la population y est maintenue dans une psychose systématique: l'imminence d'une guerre que l'Occident voudrait déchaîner contre l'Urss afin de l'occuper.

Le régime communiste actuel, en faille sur tous les plans de l'économie, en commençant par l'alimentation, n'a probablement d'autre issue que de déclencher une guerre afin de pouvoir occuper l'Europe et se procurer ainsi les denrées alimentaires qui lui manquent. Une alternative de paix est pensable, mais à condition que, par un geste de sagesse tardive, le président Brejnev change de politique intérieure en préconisant la sortie évolutive du système actuel. L'Europe achètera en Urss l'énergie et les matières premières, et le colosse soviétique se sauvera.

Mais les miracles sont-ils possibles de nos jours?

On dit que le pouvoir est passé en Urss des mains du parti dans les mains de l'armée, exactement comme en Pologne; avec les militaires la seule façon de discuter c'est par des actes de force. La plus puissante arme de durée est l'économie et c'est sur elle que l'Occident doit compter dans l'avenir en l'employant dans le cadre de l'OTAN par une stratégie bien élaborée.

Europaeus

Genève 1982

SUR LA PEAU DE L'EUROPE

de Manlio Contri

Cette fois encore, l'Europe est restée passive. Et pourtant, les questions débattues à Genève entre Haig et Gromyko, le 26 janvier dernier, concernaient directement les Européens. Outre les problèmes d'intérêt général, comme le renforcement de la paix, la situation en Amérique centrale, l'arrêt de la course aux armements, il y en avait deux qui concernaient de très près, les Européens: les armements sur le théâtre européen et la Pologne.

C'est justement sur cette dernière question, d'une actualité brûlante, que s'est déroulé le véritable affrontement préliminaire entre le Secrétaire d'Etat américain et le ministre des Affaires étrangères soviétique; un bras de fer qui a menacé de faire échouer les conversations avant même qu'elles ne commencent et qui s'est terminé, en substance, avec un succès pour Haig.

Gromyko avait, en effet, menacé de désertir la rencontre si son interlocuteur avait posé cette question sur la table de la discussion. «Dans ces conditions, la rencontre risquera d'être très brève» avait déclaré le représentant soviétique le jour précédent seulement; mais l'Américain avait immédiatement riposté que ce n'est que «si l'on parlera de la Pologne, que l'on

pourra parler de tout le reste».

Le fait que la rencontre ait duré plus sept heures, réparties sur deux séances à la Mission américaine et à celle de l'Urss, confirme que l'on a parlé de la Pologne, comme il en est d'ailleurs ressorti des déclarations de Haig et d'une brève note de l'agence Tass. Il nous sera difficile de savoir dans quels termes et sur quel ton, et encore plus à quelles conclusions, est arrivée la discussion sur cette question. Il faut estimer qu'il s'est agi surtout d'un étrange dialogue au cours duquel parlait Haig et Gromyko ne voulait pas ou démontrait ne pas vouloir écouter; mais l'important, comme on dit en politique, est que le dialogue - même s'il n'a pas été parfait - ait eu lieu et que, somme toute, les ponts n'aient pas été coupés.

Mais à quel article du «code» s'en est appelé le ministre soviétique des Affaires étrangères pour s'opposer à la discussion du cas Pologne? Et surtout, quel «code»? Aucun des interlocuteurs ne l'a naturellement dit; mais les observateurs ont relevé que le fantôme de Yalta hantait la salle de la conférence à Genève. C'est la confirmation qu'il y a quarante ans de cela se décidaient, sur les rives de la mer Noire, les destinées de l'Europe pour de nombreuses

générations, avec un Roosevelt qui ne sut pas s'opposer avec énergie aux prétentions outrecuidantes de Staline, car il était désormais à l'extrême limite de son intellect et de ses forces, au point de décéder un mois plus tard à peine; et avec un Churchill qui se leurrait encore sur la profession de foi de démocratie du dictateur soviétique. En effet, il n'y aurait pas eu d'élections libres en Pologne - comme cela avait été établi à Yalta - et il n'y aurait même pas eu de fusion entre le gouvernement pro-soviétique de Lublin et le gouvernement démocratique libre en exil à Londres.

Cependant, nombreux furent en Occident ceux qui comprirent que Yalta aurait signifié la loi du plus fort. Que décidèrent les Trois Grands, dont l'un d'eux, le représentant de la Grande-Bretagne n'aurait plus, d'ici peu et par équilibre historique, été grand?

Signèrent-ils un traité? Mais quel débat et quelle reconnaissance parlementaire à Washington, à Moscou et à Londres a eu un traité qui sanctionnait pourtant le destin de millions d'hommes?

Nous nous souvenons tous des débats dramatiques qui précédèrent, dans les pays occidentaux, l'approbation du Pacte Atlantique, un traité d'une importance certainement inférieure à celle du traité de Yalta. On peut seulement dire qu'il y eut un accord entre belligérants. Mais de quelle valeur et pour combien de temps? Après quarante ans, l'interprétation de ce qui se passa sur les rives de la mer Noire est, aujourd'hui, encore plus difficile. Ce qui est certain, c'est qu'il s'était agi d'un pacte basé sur la forme, portant atteinte aux droits des peuples et, dans le cas qui nous intéresse, aux droits du peuple polonais.

C'est donc avec une réserve mentale que Gromyko, en se référant à Yalta, niait, à Genève, à Haig d'introduire dans les conversations le thème de la Pologne.

Quant aux conclusions, d'autre part, il ne fallait pas en attendre à Genève, étant donné le caractère du colloque et la qualification des interlocuteurs qui, bien qu'autorisés, n'étaient certes pas en mesure de prendre des décisions. Un colloque à haut niveau, donc, pour échanger des idées, se lancer des accusations, formuler des interdictions et peut-être même des menaces, dans le seul but final d'en référer aux «supérieurs» de Washington et de

Moscou. Mais ce qui nous intéresse est de remarquer qu'à Genève on a parlé des problèmes européens, c'est-à-dire de nos problèmes exclusifs, au coeur de l'Europe, même s'il s'est agi d'un lieu traditionnellement neutre comme l'est la Confédération Helvétique. Par paraphrase, on pourrait dire que Haig et Gromyko sont venus chez nous, ont parlé de notre destin et s'en sont allés, non invités, sans inviter, sans saluer et sans être salués.

Et nous, une fois encore, nous n'avons pas réagi.

Et pourtant, c'est justement pour défendre la Pologne que (quelques dizaines d'années) auparavant les Européens se lancèrent dans la Seconde Guerre mondiale. Ceux qui ont bonne mémoire se rappelleront que ce fut l'agression nazie contre la Pologne l'élément déclenchant du conflit; ils se souviendront des souffrances de ce malheureux pays sous la double invasion des armées hitlériennes et staliniennes, de l'initiative tourmentée mais décisive de la Grande-Bretagne, rapidement suivie par d'autres alliés, de sauvegarder la liberté et l'indépendance de Varsovie et ils se rappelleront, également, la dévastation du vieux continent qui s'en est suivie et, malheureusement, l'échec du premier objectif, parce que la Pologne perdit sa liberté même si, à la fin, le nazisme fut défait.

Pologne, problème européen de grande importance. Mais à qui est la faute si les Européens n'ont pas réagi? De ceux qui les ont exclus de la salle de conférence, ou de ceux qui n'ont pas eu le courage et l'orgueil de se faire admettre ou même de se faire eux-mêmes les promoteurs de l'initiative et, donc, d'être eux-mêmes à inviter chez eux les protagonistes réels de la rencontre, les représentants des deux plus grandes puissances mondiales qui auraient dû, de toute façon, y participer?

Et comme la faute a été des Européens qui n'ont pas eu ce courage et cet orgueil, il n'y a plus qu'à battre sa propre coulpe et à s'en demander les raisons.

Une populations comptant 270 millions d'individus - cela a déjà été dit d'autres fois - ne serait-ce que pour nous limiter à l'Europe des Dix, qui dépasse en nombre et en capacité technologique les peuples de chacune des deux super-puissances, ne réussit pas à se rendre compte de sa propre force et de ses capacités

énormes; et pourtant, c'est le même que celui qui, au cours des siècles passés, a donné à l'Amérique et, en particulier aux Etats-Unis, des bras, un esprit d'initiative, une culture, une religion, la science de tous les éléments nécessaires pour construire une civilisation et donner vie à un pays riche et puissant.

Des hommes provenant de l'Europe, dont la langue et les traditions sont différentes, poussés par le besoin, l'intolérance politique et religieuse, ont trouvé dans le Nouveau Continent l'élément catalyseur pour se mêler et engendrer un citoyen nouveau, l'Américain, qui rappelle peut-être de très loin, même si ce n'est qu'avec une certaine nostalgie, ses origines européennes, mais est et reste avant tout un «Américain» et est fier de le répéter une fois au moins dans une phrase de dix mots et certainement pas par «supernationalisme».

Et l'Européen? Combien d'années et combien de générations devront se succéder avant qu'un tel processus de fusion puisse se reproduire? Et pourtant les Européens ont encore en eux toutes les énergies qu'ils ont déjà dispensées outre-Océan pour réaliser les Etats-Unis d'Amérique.

Mais revenons un instant en arrière pour rappeler le désastre provoqué par les destructions de la guerre. Le «G.I. Joe», le *Government Issue*, le fantassin américain qui, fusil sur l'épaule et brodequins dans la boue avait parcouru, au cours des sanglantes années quarante, l'Europe de long en large, de la Sicile aux Alpes, de la Normandie à Berlin, au milieu des monceaux de ruine de villes et d'usines détruites, n'aurait pas reconnu, quelques années plus tard seulement, les lieux où il avait combattu et souffert. Les villes reconstruites, les nouvelles usines se dressant partout, les routes et autoroutes, les populations européennes vaincues et victorieuses, plongées dans un niveau de vie qui dépasse - voir le cas de l'Allemagne - celui de la riche et prospère Amérique.

Une déduction évidente de cette confrontation est que chaque population européenne a en soi la capacité de construire un pays moderne, même en partant de ruines; mais, tout au moins jusqu'à présent, elle n'est pas capable d'abattre les frontières et de construire un nouveau grand pays. Dans le Vieux Continent, l'Européen

reste conditionné par un complexe de nationalisme et n'arrive pas à écarter les préjugés, les égoïsmes, grands et petits, éléments de prestige présumés et souvent vides. Une France paralysée par sa «grandeur»; une Grande-Bretagne toujours prête à se retirer, tel un escargot, dans un splendide isolationnisme; une Italie qui, bien qu'ouverte au dialogue, souffre d'une situation économique difficile due, peut-être, à des choix erronés en politique industrielle et agricole et, de toute façon, malade à cause de la présence d'un parti communiste trop puissant; une Allemagne dominée par les préoccupations, légitimes certes, de pouvoir réaliser la réunification avec les régions séparées de l'Est et donc désireuse de ne pas déplaire à l'Union soviétique.

Donc, Européen signifie homme de premier ordre, mais oppressé par les liens de la maison où il habite. Envoyé loin, même à l'aventure, il oublie ses vieilles attaches et déploie une énergie constructive et vitale; chez lui, il végète.

Tel est notre examen critique sommaire. Et les remèdes? Il serait trop difficile ou simpliste de tenter d'en suggérer, car on court le risque de donner des recettes qui auraient également la saveur de sentences.

Mais il ressort, du rapide coup d'oeil que nous avons donné sur les divergences qui agitent le sein de l'Europe, que ce qui manque surtout c'est une véritable conscience européenne, un esprit européen, une conviction intime que pour faire l'Europe, il convient de mettre de côté les égoïsmes et les intérêts.

Il convient, comme cela a lieu dans tous les compromis, d'arriver vraiment à des accords et à ne pas émettre de diktats avec la soumission du plus faible au plus fort; il convient que chacun sache renoncer à quelque chose pour atteindre un but supérieur. Il convient, surtout, que se crée chez les individus et chez les populations, une conscience et un véritable «esprit européen».

M.C.

Milan, le 12 février 1982,

Sous le titre «J'y suis, j'y reste», le rédacteur en chef du «Monde», André Fontaine, responsable pour la politique étrangère, a publié, le 23 décembre un article très documenté au sujet de la Conférence de Yalta. En voici un extrait.

... L'accord de Yalta sur la Pologne fut complètement ignoré par les Soviétiques. Le 13 mars 1945, soit un mois après la fin de la conférence, *Churchill* pouvait écrire au président américain: «La Pologne a perdu sa frontière. Doit-elle maintenant perdre sa liberté? ... Nous nous trouvons en présence d'un immense échec, d'un effacement complet de ce qui avait été convenu à Yalta...» *Roosevelt* à *Staline* le 1^o avril: «Toute solution qui aboutirait à une reconduction à peine déguisée de l'actuel régime de Varsovie serait inacceptable et conduirait le peuple des Etats-Unis à considérer l'accord de Yalta comme un échec». Il devait mourir onze jours plus tard. *Harry Truman*, son successeur, remit à *Molotov*, venu pour les obsèques, un message à *Staline*, déclarant que la non-exécution des engagements de Yalta sur la Pologne porterait aux relations des deux pays un coup très rude. «Personne ne m'a encore jamais parlé sur ce ton-là», dit le Soviétique. «Faites honneur à vos engagements et personne ne vous parlera plus ainsi», répondit le nouveau président américain.

Celui-ci, quelques semaines plus tard, dépêcha à Moscou *Harry Hopkins*. *Staline* jura ses grands dieux qu'il n'avait aucune intention de «soviétiser» la Pologne: «Ses dirigeants, même les communistes, ne le veulent pas, dit-il, et d'ailleurs ils ont raison, car le régime soviétique n'est pas exportable». La Pologne, pour peu qu'elle fut amie de l'URSS, «vivrait sous un régime parlementaire semblable à celui de la Tchécoslovaquie, de la Belgique et de la Hollande» ...

On connaît la suite

LE PRIX CHARLEMAGNE A UN ROI

Le 10 juin prochain, le roi d'Espagne recevra le Prix Charlemagne, le prix le plus important qui récompense les mérites acquis pour avoir défendu les idéaux européens. Ce prix est décerné par la Ville d'Aix-la-Chapelle, en mémoire de l'empereur Charlemagne qui choisit comme capitale de ses possessions cette ville, symbole de l'unité européenne, sise au sommet du triangle constitué par la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne.

Don Juan Carlos sera le premier monarque européen à recevoir ce prix. Créé en 1949, le Prix Charlemagne a été décerné aux défenseurs les plus acharnés des institutions démocratiques et de l'unité européenne. Entre autres, il fut remis à Churchill, Adenauer, Schuman, De Gasperi, Spaak et, en 1973, à l'Espagnol Salvador de Madariaga.

PARLEMENT EUROPEEN

Session février 1982

POLITIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE

PROGRAMME A MOYEN TERME

La Commission a présenté le cinquième programme de politique économique à moyen terme et le Parlement doit, maintenant, exprimer son avis. La Commission économique et monétaire approuve le plan de l'exécutif qui, outre effectuer une analyse et une projection sur les cinq prochaines années de la situation économique de la Communauté, choisit une politique active qui engage, si l'on veut réussir, toute la Communauté.

LA SITUATION ECONOMIQUE

Au cours de la période du programme précédent, la situation économique de la Communauté a nettement empiré: une lente progression des investissements, de la productivité et du développement technologique par rapport aux Etats-Unis et au Japon, une inflation élevée (5 - 20 pour cent), mais variant d'un Etat membre à l'autre, une augmentation du chômage, la dévaluation de l'ECU par rapport au dollar. Il existe des causes externes telles que les crises du pétrole, la concurrence, l'augmentation des taux d'intérêt, surtout aux U.S.A., et la réévaluation du dollar, le ralentissement du commerce mondial, le recyclage insuffisant des pétrodollars. Mais il existe également des causes internes: particulièrement les augmentations des charges sociales et la réduction des investissements et de la compétitivité en présence d'une forte inflation. Dans ces conditions, il faut se garder de se fier exclusivement à des politiques monétaires ou à des politiques fondées sur l'augmentation de la demande, bien qu'il faille suivre, en même temps, une approche volontaire.

Il faudra, tout d'abord, accentuer la lutte à l'inflation - clef de la relance économique - avec une discipline rigoureuse des dépenses publiques, des salaires et des prix, et renforcer la coopération monétaire en intensifiant l'utilisation de l'ECU et en créant le Fonds monétaire européen.

Il faudra, en outre, s'efforcer au maximum de relancer l'investissement surtout dans le secteur énergétique et dans celui des technologies nouvelles.

Il faudra, de même, développer la recherche scientifique et technologique. Dans ce domaine, l'action communautaire devrait aller au-delà de ce que permet le bilan, car elle est beaucoup plus efficace qu'à l'échelle nationale.

Enfin, l'emploi. La situation actuelle est inacceptable et pèse excessivement, sur les finances publiques.

Il est donc indispensable de faire l'impossible pour réaliser une politique active de l'emploi, y compris la modification des horaires de travail, mais dans un contexte de relance économique. Ces mesures doivent naturellement tenir compte du renforcement de la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux.

DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE MONDIALE

Dans un programme économique de la Communauté, on ne peut pas manquer de se référer à l'économie mondiale, dont le développement est indispensable pour la reprise de son économie. Après avoir souligné l'actualité du principe du libre-échange, la résolution demande, donc, un programme pour les pays en voie de développement qui puisse satisfaire les exigences de leur essor et celles de réorganisation des pays industrialisés.

PLAN POUR LES PAYS MEDITERRA- NEENS

Alors que le Traité CEE engageait les Etats membres à réduire les disparités entre les diverses régions et le retard des moins favorisées, la Communauté semble, aujourd'hui, certainement plus éloignée de l'objectif de la convergence des politiques économiques qu'il y a 25 ans.

Les différences entre les régions riches et les régions pauvres sont telles qu'avec l'adhésion de la Grèce et probablement celle de l'Espagne et du Portugal, on pourra parler d'une Communauté socialement et économiquement divisée en deux.

Afin d'éviter les risques des conflits sociaux qui se produiront, la Communauté devra instaurer - selon la Commission pour la politique régionale et l'aménagement du territoire - des programmes intégrés pour les régions méditerranéennes, en tenant compte de l'exigence de mobiliser des

moyens financiers considérables pendant une longue période (trente ans). Les buts de ces programmes devront être la création d'emplois permanents, la réforme de la structure de l'agriculture, la formation professionnelle, l'efficacité dans le secteur de l'administration.

Les moyens financiers pourraient être repérés aussi bien dans le bilan que sur le marché des capitaux et il serait possible de créer un «Fonds de développement pour les régions méditerranéennes de la Communauté et des pays candidats». Les sommes ainsi affectées devraient être directement destinées aux entreprises et aux organismes régionaux intéressés qui devraient, en outre, se servir des conseils d'une «société européenne pour le développement en phase de constitution» pour obtenir le déplacement effectif du savoir-faire technique et administratif dans les régions méditerranéennes les moins favorisées.

ENERGIE ET RECHERCHE

UNE POLITIQUE EUROPEENNE POUR LE CHARBON

La houille est toujours la source énergétique interne la plus importante de la Communauté et son utilisation plus intense en substitution du pétrole, contribuerait considérablement à réduire, au sein de la CEE, les importations de ce combustible.

Etant donné les augmentations considérables de prix sur le marché mondial, la Commission pour l'énergie estime que le moment est venu pour relancer une politique européenne du charbon; cette idée est également partagée par l'Exécutif.

Les capacités d'extraction de la Communauté sont, de toute façon, limitées et les prix de notre charbon sont très nettement supérieurs à ceux du marché international. Il devient donc nécessaire de subventionner le produit communautaire

d'une part, et d'importer de grosses quantités des pays du tiers monde, de l'autre.

La production mondiale a, en outre, du mal à suivre la demande.

PRODUIT INTERNE ET IMPORTA- TIONS

Partant de ces considérations, le document souhaite une stabilisation et une nouvelle expansion des capacités internes d'extraction, afin d'atteindre l'objectif de 270 millions de tonnes par an (elle est actuellement de 250 millions). Pour compléter cette politique, il faut développer une stratégie d'importations comprenant aussi bien la conclusion de contrats à long terme avec des producteurs étrangers, que la participation et l'achat de gisements et d'installations de production dans les pays du tiers monde.

Parmi les mesures concrètes proposées par le rapport, il y a celles qui stimulent et encouragent la consommation du charbon qui devrait remplacer le pétrole et le gaz dans la production d'électricité en particulier et dans l'industrie en général. Il y a ensuite les mesures qui concernent la recherche et le développement avec l'utilisation de nouvelles techniques pour l'extraction, l'emploi et la transformation du charbon.

Enfin, la garantie, pour les producteurs de la Communauté, de marchés qui soient à la hauteur des niveaux d'ex-

traction qu'ils ont programmés.

Les entreprises minières devront, de leur côté, adopter une exploration systématique, intensifier la capacité d'extraction, optimiser leurs dimensions, rationaliser le travail en améliorant les conditions ambiantes et en développant des procédés nouveaux, effectuer, enfin une politique à long terme de la main-d'oeuvre.

Toujours en ce qui concerne le charbon - il s'agit en particulier du coke destiné à l'industrie sidérurgique - la Commission de l'énergie et de la recherche présente un deuxième rapport qui approuve une prorogation du régime d'aides dans le secteur proposée par l'Exécutif.

POLITIQUE SOCIALE

CONDITIONS DES PERSONNES AGEES

La situation démographique dans les pays de la CEE présente une augmentation sensible de la population âgée, due à un prolongement de la vie et à une diminution progressive de la natalité. La Commission pour les affaires sociales sollicite, en partant de ces considérations, une politique communautaire directement destinée à résoudre ce problème.

Avec une population inactive qui représentera en l'an 2000 46 pour cent de la force active de travail de l'Europe occidentale, le phénomène de vieillissement doit être abordé globalement du point de vue politique en vue d'une redéfinition du monde des personnes âgées dans une société profondément changée en ce qui concerne ses rapports entre les générations.

Ce qui a une incidence déterminante c'est surtout la mise à l'écart économique. Il s'agit d'un problème qui doit être résolu en fixant un niveau minimal de retraite basé sur la moyenne des salaires; en éliminant, la disparité de traitement entre les hommes et les femmes; en complétant les directives sur l'égalité dans la sécurité sociale, afin que la retraite de réversibilité soit également incluse.

On souhaite, en outre, l'adoption d'un système souple, à l'échelle communautaire, qui permette une mise à la retraite anticipée pour des invalidités non causées par des activités professionnelles, mais qui comportent une capacité de travail limitée.

Un autre point essentiel est le problème de la maison, compte tenu de la crise généralisée des logements dans tous les Etats membres et de la nécessité de garantir, dans les limites du possible, à la personne âgée un milieu confortable et une assistance digne et complète. A côté des propositions d'adoption, de restructuration et d'intégration des logements, la Commission est invitée à envisager la possibilité de lancer un programme-pilote du bâtiment en faveur des personnes âgées et à fournir, dans le délai d'un an, une étude comparative sur la situation des personnes âgées dans les pays CEE, ainsi que la formulation de propositions complètes pour une politique globale à concrétiser dans un programme quinquennal.

L'exécutif est partiellement sollicité au sujet de l'application des règlements communautaires concernant les liquidations des retraites, des immigrés auxquelles contribuent déjà deux pays de la Communauté ou plus.

Lé «trésor» de la pensée de Lénine

LA CORDE DE L'EUROPE

de Gallicus

Les invasions ne sont pas toujours militaires et dévastatrices; il y a aussi d'autres moyens pour les réaliser. Par exemple, il y a des actions lentes, qui préparent le terrain pour l'invasion proprement dite. Parmi celles-ci il faut considérer le fameux pipe-line qui devrait porter en Europe la chaleur ... sibérienne! Afin de fabriquer cette corde les Européens eux-mêmes ont fourni l'argent et les matériaux nécessaires. L'Italie, l'Allemagne fédérale et, récemment, la France ont déjà signé un accord pour la durée de 25 ans, à partir de 1984, concernant la fourniture d'une grande quantité de méthane. La France devrait recevoir huit milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, donc 200 milliards de mètres cubes en un quart de siècle.

Parmi les autres merveilles qu'on trouve dans le «trésor» de la pensée de Lénine il faut se rappeler la théorie suivant laquelle l'Occident fait lui-même la corde qui servira à ses ennemis pour l'étrangler. Peut-on objecter à Lénine le manque de talent en matière de «futurologie»? Ses prévisions s'avèrent sous nos yeux. La construction du pipe-line sibérien signifie le paiement anticipé du gaz; la Russie ne dispose ni des matériaux nécessaires - conduites de

grosses dimensions, divers accessoires - ni de capital. Le capital dont elle dispose elle le dépense pour financer des actions subversives dans le monde entier, à savoir des guerres, des révolutions et des émeutes, toute sorte de troubles sociaux et d'actions terroristes.

L'Union soviétique n'a pas respecté la zone d'influence américaine et a installé au pouvoir le régime communiste à Cuba et des missiles tout près de la côte orientale des Etats-Unis. Le Kremlin a ainsi violé le Pacte de Yalta, reconfirmé par les accords d'Helsinki (qui ont reconnu à l'Urss ses frontières actuelles et le hinterland de sa zone d'influence).

Quand l'Union soviétique voudra mettre l'Europe à genoux, il lui suffira de fermer le robinet du gaz sibérien, en profitant aussi d'une éventuelle guerre dans le Moyen-Orient qui attirerait là-bas les forces armées américaines. Dans l'éventualité d'un grand conflit armé au Moyen-Orient, le gaz sibérien deviendrait pour l'Europe presque la seule source importante d'énergie, à part le pétrole et le gaz de la mer du Nord. Dans une telle situation rien de plus facile pour les Soviétiques que de faire chanter l'Europe et de la contraindre à danser comme il leur plaira.



Vivre le multilinguisme européen

(Strasbourg, 23-26 février 1982)

Madame, Monsieur,

Parlez-vous couramment une langue étrangère? Et vos amis? Etes-vous d'avis que la communication entre les peuples puisse venir à bout des préjugés et de l'intolérance? C'est en tout cas le point de vue du Conseil de l'Europe. Depuis plus de 20 ans, il nous aide à mieux apprendre nos langues respectives et il aide les enseignants à développer de nouvelles méthodes.

C'est la raison pour laquelle une importante Conférence sur les langues vivantes se déroulera à Strasbourg au siège de l'Organisation des «21» du mardi 23 au vendredi 26 février; elle réunira environ 200 participants représentant l'ensemble de la profession des enseignants des langues et d'autres milieux intéressés par l'amélioration de l'apprentissage des langues en Europe.

La Conférence a pour but d'évaluer les résultats du Projet «Langues Vivantes» du Conseil de l'Europe, d'élaborer des lignes directrices des travaux futurs et de recommander des actions aux gouvernements. Les discussions seront centrées autour de 4 domaines principaux:

1. L'apprentissage des langues à l'école, en particulier au cours de la période de scolarité obligatoire;
2. L'apprentissage des langues par les migrants et leurs familles;
3. L'apprentissage des langues dans le cadre de l'enseignement supérieur, de la formation continue et de l'éducation des adultes, une place spéciale étant réservée aux systèmes multimedia;
4. La formation des enseignants.

Le Projet «Langues Vivantes» du Conseil de l'Europe a été conçu pour apporter des réponses à un certain nombre de questions sur l'apprentissage des langues: les objectifs de l'apprentissage des langues; la façon de les définir et de les réaliser; comment motiver ceux qui apprennent; comment évaluer et prendre en compte leurs besoins; l'usage de la langue et les moyens de contrôler les connaissances, etc.

Résumés des rapports

1. L'Apprentissage des langues à l'école (Rune Bergentoft, Conseil National de l'Education, Suède)

Etant donné l'importance croissante accordée aux compétences linguistiques depuis la Seconde Guerre mondiale et l'évolution des besoins dans ce domaine, il est surprenant que l'enseignement scolaire des langues n'ait pas connu de transformation plus radicale. Dans la plupart des pays, en effet, la période de l'audiovisuel, la pédagogie directe et les autres influences qu'il a subies n'ont eu sur lui aucun effet durable.

Aujourd'hui cependant, grâce au Projet «Langues vivantes» du Conseil de l'Europe, on voit fleurir dans la plupart des Etats membres, en particulier dans le premier cycle du secondaire, des expériences d'enseignement des langues de plus ou moins grande envergure. Leurs ambitions sont multiples mais les principaux buts suivants se retrouvent dans la plupart des cas:

a. les élèves doivent apprendre, dès l'initiation, à *maîtriser* différentes situations linguistiques dans la langue étrangère;

b. *ils doivent prendre plus largement en charge leur apprentissage* afin de les amener progressivement à influencer sur le contenu et la conception de l'enseignement, et à participer à l'évaluation des résultats;

c. *leur donner l'envie* de profiter des possibilités d'apprentissage extrascolaires qui leur sont offertes, et le désir *d'entretenir et de développer leur compétence en langue étrangère* après la sortie de l'école. Si celle-ci est incapable de susciter ce désir, le temps et les efforts des maîtres comme des élèves auront souvent été dépensés en vain.

L'école, en effet, ne permet pas de mener à son terme l'étude d'une langue; elle ne fait que jeter les fondations de l'édifice. De nombreux Etats membres s'efforcent actuellement d'accroître l'intérêt pour les études linguistiques et d'en augmenter l'efficacité.

2. Vers une pratique communicative autonome pour les migrants (Louis Porcher, Ecole Normale Supérieure de St-Cloud, France)

Les travaux menés au Conseil de l'Europe pour les migrants et leurs familles dans le cadre du Projet «Langues Vivantes» reposent sur deux grands principes: la prise en compte de la situation spécifique des migrants pour ce qui est de l'apprentissage des langues étrangères, la fidélité aux options méthodologiques d'ensemble du Projet du Conseil de l'Europe.

Dans ces conditions, on a mis l'accent sur l'apprenant, son autonomie, la flexibilité des approches, la compétence de communication, les dimensions sociales et personnelles caractérisant le sujet qui apprend. Le problème se pose de savoir quel avenir construire dans le domaine d'apprentissage des langues par les populations migrantes. La Conférence devra prendre en compte sept grandes orientations: le développement de l'autonomie des apprenants, la nécessité d'élaborer des instruments d'évaluation adaptés, l'établissement de liens adéquats entre langues et cultures, la mise en place d'une meilleure formation des

maîtres et des formateurs, la conception et la réalisation d'outils d'enseignement/apprentissage, l'attention à porter aux problèmes scolaires des enfants et des adolescents, l'élaboration de méthodologies appropriées.

3. L'apprentissage des langues dans le cadre de l'enseignement supérieur, de la formation continue et de l'éducation des adultes, y compris les programmes multi-media (J.A. van EK, Université de Groningen, Pays-Bas)

Les adultes, que ce soit dans le cadre de l'enseignement supérieur, de la formation continue ou de l'éducation en général, sont dans l'ensemble des apprenants volontaires. Il est donc essentiel, pour promouvoir l'apprentissage de langues étrangères par les adultes, non seulement de stimuler mais encore de maintenir leur motivation. Il s'ensuit que les programmes doivent être ressentis comme valables, tant en termes de pertinence directe pour l'apprenant individuel qu'en termes de rapport coût/efficacité. Ceci, à son tour, nous amène à reconnaître le besoin de programmes orientés vers l'apprenant, axés sur ses besoins particuliers et reposant sur une évaluation soignée de ses motivations, caractéristiques et ressources. Ceci nous amène également à promouvoir la participation directe des apprenants à la détermination des objectifs et à l'élaboration du programme, en d'autres termes à promouvoir l'autonomie de l'apprenant. Une telle liberté nécessite que soient mis à leur disposition des matériels d'apprentissage très variés et très souples. A cet effet, il est particulièrement important que le potentiel des ressources multi-media soit exploité au maximum. La promotion de l'autonomie de l'apprenant joue également un rôle essentiel dans la réalisation d'objectifs éducatifs plus larges, dans la mesure où elle augmente la capacité des individus à participer activement et de façon responsable à la vie d'une société démocratique.

4. Formation initiale et continue des enseignants (Christoph Edelhoff, Hessisches Institut für Lehrerfortbildung République Fédérale d'Allemagne)

La formation initiale et continue des enseignants, à des fins de communication, commence seulement à recevoir l'attention qu'elle mérite de la part de tous les intéressés. La Conférence permettra d'identifier les besoins et les buts des projets à mener dans le cadre des activités et de l'entraide internationales. Les discussions porteront vraisemblablement sur les thèmes suivants:

- programmes et modèles de formation d'enseignants, information, réseaux d'interaction et échanges.
- conception de programmes, évaluation, mise au point de matériels et orientation de l'enseignement en classe, pour ce qui est de la formation des enseignants.
- la formation des enseignants pour l'enseignement aux migrants.
- compétences linguistiques des enseignants.



GIBRALTAR: DEBUT D'ACCORD ENTRE L'ESPAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE

Le président du gouvernement espagnol, M. Leopoldo Calvo Sotelo, a visité officiellement Londres, le 8 janvier dernier, avec, comme objectif prioritaire, arriver à un début d'accord avec le gouvernement de Grande-Bretagne pour permettre d'entamer des négociations concernant le Rocher de Gibraltar. Selon le communiqué conjoint publié au terme de l'entrevue entre les deux chefs de gouvernement, les réunions reprendront le 20 avril prochain à Lisbonne. Ce jour-là, l'Espagne ordonnera l'ouverture de la grille de Gibraltar, les communications reprendront et, peu à peu, disparaîtra la discrimination vis-à-vis des travailleurs espagnol, comme préambule à la négociation diplomatique.

Le contentieux sur Gibraltar est la seule question qui ternisse les relations hispano-britanniques qui sont, par ailleurs, excellentes. L'Espagne maintient, comme principe permanent de sa propre action étrangère, la revendication de la souveraineté sur Gibraltar, perdue en 1704. La demande espagnole est soutenue par plusieurs résolutions des Nations Unies.

RECONVERTIR LES BATIMENTS HISTORIQUES

de Marcus Binney
Rédacteur pour l'architecture de
«Country Life», Londres

Malgré les millions de livres sterling consacrés à la rénovation de nos villes et cités, trop d'agglomérations urbaines souffrent encore d'une pénurie aiguë d'espace bâti qui puisse servir à l'habitation ou à l'installation de petites entreprises, et de centres d'activités communautaires ou de loisirs, et il y a peu d'espoir, dans la conjoncture économique actuelle, qu'on puisse trouver d'ici la fin du siècle assez de capitaux pour ces nouvelles constructions.

La solution doit être recherchée, je crois, dans l'amalgame de deux des thèmes de la Campagne européenne pour la renaissance de la cité: la «*création d'activités sociales, culturelles et économiques*», serait en effet réalisable grâce à «*la réhabilitation de bâtiments, logements et quartiers existants ou anciens*».

De nombreuses villes comptent un nombre considérable de locaux vacants ou désaffectés et de bâtiments à moitié occupés seulement. Une enquête récemment effectuée à Chester a montré que 70 pour cent des étages supérieurs des immeubles du centre étaient inutilisés ou sous-utilisés, et cela en dépit d'un très vaste programme de conservation de la municipalité.

Dans toute l'Europe, des moyens ingénieux sortis d'une imagination fertile ont permis de réutiliser les bâtiments désaffectés et de les mettre au service de la collectivité. On a converti palais et entrepôts en appartements pour satisfaire aux pressants besoins en logements; on a transformé des églises en théâtres,

bibliothèques, salles de concert ou centres d'activités artistiques et sportives. On a adapté des écoles et des collèges pour les transformer en centres communautaires, en foyers de jeunes ou du troisième âge. Usines et fabriques abandonnées ont été subdivisées en petites unités servant de «pépinières» pour l'industrie légère, les petites entreprises ou l'artisanat.

Malgré tout, un grand nombre de bâtisses anciennes, solides et durables restent encore vides, sans que soit proposée une solution ou que soit prise aucune initiative dans ce sens. On continue de les démolir au boteur, souvent dans le vain espoir d'en faire surgir de nouveaux édifices, tels les guerriers qui, selon la légende des Argonautes, se sont dressés d'entre les dents du dragon.

Si l'on veut réussir à reconvertir rapidement, de manière utile et ingénieuse, de nombreux bâtiments anciens - faute de quoi la plupart auront atteint un point de détérioration irréversible - il faut changer de politique, prendre de nouvelles initiatives et appliquer des stimulants nouveaux.

Il faudra, premièrement, surmonter un obstacle d'ordre psychologique, à savoir vaincre l'idée que l'utilisation d'immeubles anciens est incompatible avec le désir de modernisme, que l'ancien est synonyme de conditions de vie et de travail inférieures.

Deuxièmement, les règlements pléthoriques d'urbanisme sur l'hygiène, la sécurité, la protection contre l'incendie,

souvent conçus dans l'optique des seules nouvelles constructions, doivent être assouplis, dans toute la mesure compatible avec la sécurité, lorsqu'il s'agit de conversion d'immeubles anciens.

Troisièmement, il faut aussi que l'ancien attire l'investissement, privé ou commercial. Une solution serait d'accorder, peut-être pour une période expérimentale de cinq ans, le type d'allègements fiscaux généralement utilisés pour encourager les constructions nouvelles, à ceux qui remettent en état des immeubles existants. Un autre possibilité serait d'exonérer de l'impôt foncier pendant une période limitée, tout propriétaire qui aurait réparé, amélioré ou reconverti un bien immobilier, au lieu - comme c'est généralement le cas à présent - de le taxer beaucoup plus, immédiatement après les travaux de restaura-

tion.

Quatrièmement, il est indispensable que les services des monuments nationaux, soutenus par les ministres et les élus locaux, s'opposent fermement à la démolition des bâtiments classés ou protégés.

Enfin, une attaque concertée doit être lancée contre les propriétaires privés et les institutions qui, par cupidité, égoïsme, ignorance ou incompétence, «thésaurisent» bâtiments et terrains. Trop d'organismes officiels gardent sous le boisseau des biens fonciers pour de futurs besoins impossibles à prévoir; trop de particuliers et de spéculateurs conservent par devers eux des immeubles inoccupés, voulant éviter de faire baisser le prix de l'immobilier.

Source: FORUM, Conseil de l'Europe.

TAIWAN ET L'EUROPE: Une nouvelle compréhension s'impose

de Francis Dessart

Jamais isolement politique n'a pu paraître plus dur et plus injuste dans l'histoire diplomatique que la situation dans laquelle se trouve la République de Chine dont le gouvernement siège à Taïwan comme le continuateur légitime de cette république de Chine née de la Révolution nationale du Dr Sun Yat-sen en janvier 1912.

La République de Chine fête donc cette année son soixante-dixième anniversaire dans une atmosphère empreinte à la fois de dynamisme et de résolution. Sur l'invitation des autorités chinoises, j'ai eu le grand plaisir d'effectuer à Taïwan une mission d'information qui m'a permis non seulement de rencontrer des personnalités représentatives mais aussi - et surtout - de me rendre compte sur place des diverses réalités d'un pays qu'une grande partie du monde feint d'ignorer.

Dans la mesure où ces lignes sont surtout destinées à des spécialistes des questions européennes, il sera principalement question de considérations sur les rapports entre l'Europe et Taïwan. Cependant, quelques remarques préliminaires s'imposent...

Ainsi, il faut souligner le pluralisme politique qui règne en République de Chine (Taïwan). En effet, arrivé en plein moment des élections municipales et cantonales, j'ai pu me rendre compte de la liberté et du dynamisme de ces élections. Comme en Europe occidentale, affiches, calicots, meetings et autres publicités présentent les programmes des partis aux futurs votants. Trois partis principaux se partagent les suffrages: le Kuomintang - parti national fondé par le Dr Sun Yat-sen -, le Parti de la Démocratie socialiste et le Parti de la Jeune Chine qui serait, en quelque sorte, néo-démocrate ou radical.

Le Kuomintang s'inspire des trois principes du peuple énoncés historiquement par son fondateur: nationalisme, démocratie, bien-être social. Difficile à classer selon des critères occidentaux, il allie le nationalisme chinois à un libéralisme social très dynamique.

Le succès économique de Taïwan n'est plus à démontrer, mais il faut préciser qu'il s'est effectué en même temps qu'un développement harmonieux du pays dont profite l'ensemble de la population. Le niveau de vie chinois à Taiwan n'a pas grand chose à envier à l'Europe. Quant au niveau culturel, soyons honnête: il nous dépasse!

L'EUROPE EST-ELLE REALISTE?

La reconnaissance du régime de Pékin par la majorité des pays du monde

entier a-t-elle été un geste de réalisme ou de conformisme?

Nous pencherions plutôt pour la seconde réponse. En effet, si les chiffres plaident en faveur de Pékin (superficie, nombre d'habitants, etc.) l'idéal devrait faire pencher la balance du côté de Taïwan. Entre le qualitatif et le quantitatif, l'Occident a choisi le second faisant ainsi une nouvelle fois la preuve de son approche matérialiste et à courte vue des grands problèmes de notre temps!

Certes la Chine populaire est un «géant»... Certes elle s'oppose à l'expansionnisme soviétique ... Mais cette querelle inter-communiste ne doit pas nous faire oublier que le poids très lourd du monolithisme communiste pèse sur le peuple chinois du continent. L'immense différence entre la vie quotidienne à Taïwan et sur le continent devrait faire



réfléchir ceux qui avantagent l'argumentation pékinoise.

Voudraient-ils y vivre sur le continent chinois, là où même l'âge du mariage et les plus petits gestes de la vie de tous les jours sont réglementés, là où le racisme social règne sans partage?

Idéologiquement, la politique de la République de Chine à Taïwan est sans reproche à l'égard de la démocratie pluraliste. Seule la proximité du continent et la crainte d'une invasion rouge obligent le gouvernement à consacrer une grande partie de son énergie à son armée. Pourtant, le peuple chinois, lorsqu'il est libre, n'est que sourire et amitié... Ainsi, Taïwan reste parmi mes meilleurs souvenirs!

MEME LE REALISME PLAIDE POUR TAIWAN

L'attitude occidentale en général et européenne en particulier a donc péché par un excès de conformisme politique. En fait, le vrai réalisme vient en défense de l'argument taïwanais, car la République de Chine pourrait être un partenaire économico-commercial inestimable pour l'Europe.

A Taipei, j'ai été reçu par Monsieur C.P. Chang, directeur de l'Euro-Asia Trade Organization, association privée mais soutenue par le gouvernement et dont le but est la promotion des échanges économiques entre la République de Chine et l'Europe.

M. Chang se plaint amèrement, mais sans rancœur (c'est là un trait du caractère chinois), de l'attitude de la CEE à l'égard de son pays. Ainsi, lors de la détermination des contingents de produits de Taïwan, aucune discussion bilatérale n'a eu lieu: la CEE décide seule et unilatéralement et la partie taïwanaise considère que la CEE interprète erronément les statistiques des rapports avec la République de Chine nationaliste.

Sont-ce des pressions politiques pékinoises qui orientent les positions de la CEE? Ne serait-ce pas plutôt ce recul permanent devant les responsabilités?

De nouveau, attentisme et conformisme... Ne pas brusquer... Ne choquer personne...

Malgré les dispositions de la CEE, les échanges économiques et commerciaux entre la République de Chine et les pays

européens ne se portent pas trop mal. M. Chang m'a fait remarquer que son pays vend plus aux pays européens qu'il n'achète à ces pays. Et cette situation inquiète les autorités de Taïwan qui souhaitent acheter plus à l'Europe pour rééquilibrer les rapports. Voilà, me semble-t-il, une préoccupation morale bien sympathique et des plus rares sur l'échiquier économique mondial. Il y a certains pays asiatiques qui n'ont pas ces scrupules et ne s'intéressent pas le moins du monde à acheter en Europe.

Donc, en définitive, même le réalisme commercial plaide pour une révision positive des relations entre les pays européens et Taïwan!

Il a fallu 200 ans à l'Europe pour arriver à un développement technologique. Pour le Japon, 100 ans. Quant à la République de Chine à Taïwan, 50 ans ont suffi.

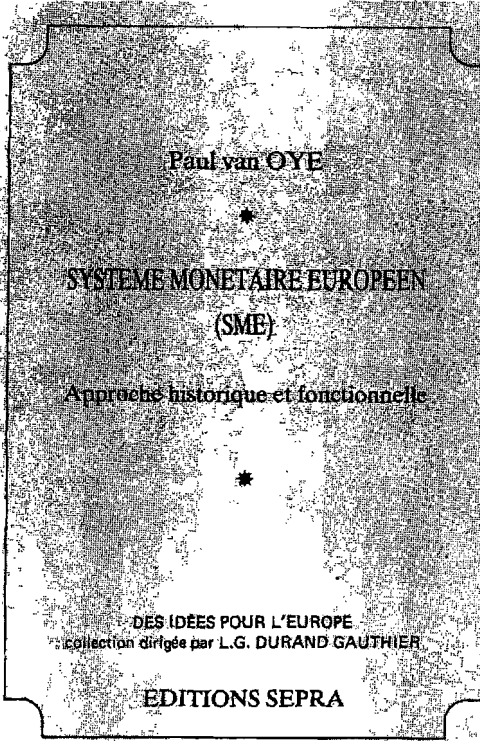
Qu'elle n'aurait pas été la réussite chinoise si les nationalistes du président Chiang Kaï-chek n'avaient pas été renversés par la subversion communiste sur le continent. Le continent chinois aurait été un pôle de liberté, de progrès et d'harmonie universelle.

QUE CONCLURE?

Même si nos pays hésitent à rétablir des relations diplomatiques avec Taïwan, il est néanmoins possible d'établir des relations économiques officielles: c'est ce qu'on fait notamment les USA et le Japon. Quel est le pays européen qui donnerait une leçon d'intelligence et d'honnêteté politique à l'Occident en agissant de même. L'on peut espérer ...

Toujours est-il que l'Europe devrait mieux connaître et comprendre les réalités de la République de Chine et que son opinion publique devrait être mieux informée afin que l'on cesse de croire que le miracle chinois se trouve à Pékin. La vraie révolution chinoise se déroule encore maintenant, mais bien à Taïwan: une révolution aussi politique que sociale et technologique. L'An 2000 s'y prépare dans la liberté et le courage.

F.D.



BON DE SOUSCRIPTION

A adresser aux **EDITIONS SEPRA** - 23 rue de Strasbourg
69000 VALENCIEUX (France)

Mme / Mlle / M
Adresse complète

Souscrit : exemplaire (s) de : **LE SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN de Paul van OYE**
au prix unitaire franco de port de 85 francs français (FF)

Je verse ce jour la somme de FF

- par chèque bancaire à l'ordre de SEPRA
- par chèque postal 3 volets à l'ordre de SEPRA

A la
Signature

ABONNEMENTS

Italie:

ordinaire	lire	12000
de soutien	lire	50000

Pays extra-européens:

ordinaire	USAS	20
de soutien	USAS	60

Autres pays européens:

ordinaire	ff.	120	(ou contre-valeur dans une autre
de soutien	ff.	250	monnaie européenne - ou dollars)

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1982. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro Traiano, 1/A Rome.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

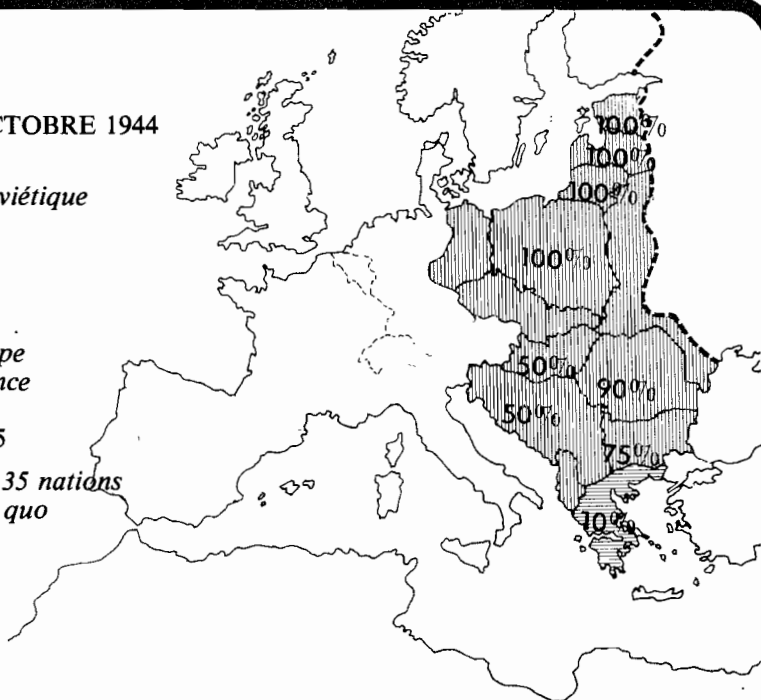
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influence*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>Europaëus: L'Europe devant l'invasion</i>	1
<i>M. Contri: Sur la peau de l'Europe</i>	3
<i>Gallicus: La corde de l'Europe</i>	6
Documents du Conseil de l'Europe	7
Parlement européen - Session février 1982	11
<i>M. Binney: Reconvertir les bâtiments historiques</i>	15
<i>F. Dessart: Taïwan et l'Europe, une nouvelle compréhension s'impose</i>	16
Livres reçus	19

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostamp Nagard» Milano, Via Larga 11